

représentation innovation sociale

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 13 septembre 2018

Plan Pauvreté : des mesures positives mais un manque d'ambition à l'égard de la jeunesse et des étudiants !

Ce jeudi 13 septembre, Emmanuel Macron présentait les mesures du plan visant à lutter contre la pauvreté chez les jeunes et à accompagner les publics les plus éloignés de l'emploi vers l'insertion. Si la FAGE accueille positivement cette série de mesures nécessaires, elle déplore que le gouvernement manque d'ambition pour réduire la précarité des jeunes alors que notre pays compte près de deux millions de NEETs et que près de 20% des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté.

On oppose souvent jeunes et étudiants, alors que ces derniers sont loin d'être des privilégiés! La FAGE le constate au quotidien dans les campus. **Grâce aux AGORAé** – des épiceries solidaires gérées par les associations étudiantes dans 15 campus – **elle** accueille et accompagne des milliers d'étudiants en situation de grande précarité. La précarité étudiante ne doit pas être la grande absente du plan pauvreté. La FAGE porte la volonté de rassembler l'ensemble des aides sociales étudiantes afin de les rendre plus justes et plus lisibles, en créant une Aide Globale d'Indépendance (AGI). Si les annonces du Premier Ministre pointaient dans ce sens à l'occasion du Plan Étudiants, au final aucun changement n'a été apporté. Regrouper les APL, les bourses sur critères sociaux, les bourses des formations sanitaires et sociales, des aides à la mobilité et de l'ensemble des aides sociales étudiantes dans un dispositif unique est un enjeu essentiel pour lutter contre le non-recours aux droits. L'AGI pourrait être abondée de plus d'1,5 milliards d'euros, financé par la suppression de la demi-part fiscale, l'aide fiscale étudiante la plus injuste car profitant le plus à ceux qui en ont le moins besoin. Sur ce volet, le Plan Pauvreté passe à côté.

La FAGE le rappelle régulièrement : la formation et l'accès à la qualification sont les meilleurs remparts face au chômage et à la précarité. Or, chaque année, de nombreux jeunes sortent sans diplôme de notre système éducatif ou d'enseignement supérieur. Le plan du gouvernement pose des mesures ambitieuses telles que l'obligation de suivre une formation jusqu'à 18 ans et non plus 16 ans. Cette mesure permettra ainsi de réduire le nombre de jeunes qui sortent de notre système éducatif sans le bagage nécessaire à une insertion sociale et professionnelle réussie.

Pourtant, cette obligation ne saurait concrétiser un véritable droit universel à la formation. À ce titre, la FAGE appelle le gouvernement à créer un compte universel de formation, ouvert à tous dès 16 ans, alliant à la fois les bourses sur critères sociaux de la formation initiale et les multiples dispositifs de formation continue afin d'assurer à tous, le financement d'une formation de bac+3 à bac+5.

Par ailleurs, si la FAGE ne peut que saluer la volonté de voir multiplier par 5 le nombre de jeunes bénéficiants de la Garantie jeunes, nous ne pouvons que regretter le manque d'ambition qui ne garantit pas aux jeunes une protection sociale adaptée. En effet, de nombreux jeunes ne peuvent bénéficier des minimas sociaux en raison de la privation du RSA pour les moins de 25 ans. Pour faire face aux difficultés d'insertion des jeunes, la FAGE revendique la mise en place d'une Garantie Jeunes Universelle qui regrouperait ainsi l'actuelle Garantie jeunes, l'ARPE, la Prime d'Activité et le RSA, tout en permettant d'accompagner les jeunes dans l'emploi, quelle que soit leur situation.

Ainsi, si la FAGE salue les nombreuses mesures en faveur des jeunes et familles les plus vulnérables de notre pays, elle appelle aussi à ouvrir le chantier de la protection sociale des jeunes afin que notre société permette à tous de faire face aux mutations profondes qui nous attendent.

Contact Presse

Alexandra Gonzalez Jimmy Losfeld Attachée Presse Président 06 75 33 79 30 06 86 63 41 44 alexandra.gonzalez@fage.org jimmy.losfeld@fage.org